

M. Kilgour: Si nous n'essayons pas de juguler l'inflation, nous allons gravement compromettre l'avenir de certaines de nos institutions qui sont le fondement de notre démocratie. Les gens perdent confiance dans les institutions en période d'inflation. On a prouvé que dans 38 pays sur 40, la démocratie est en péril quand le pouvoir d'achat du dollar s'érode.

J'invite vivement le gouvernement à commencer à écouter ceux qui compatissent avec les Canadiens moyens souffrant de l'inflation. Si le gouvernement interrogeait ces gens, il verrait que tous sans exception considèrent que l'avenir de notre pays est en danger si nous n'essayons pas de faire quelque chose dans le domaine fiscal et monétaire. Pour protester avec mes faibles moyens contre la situation qui existe dans notre pays depuis de nombreuses années, j'ai décidé de me prononcer contre ce bill au moment du vote et j'invite les autres députés à en faire autant.

M. Nelson A. Riis (Kamloops-Shuswap): Monsieur l'Orateur, d'une part je suis heureux d'avoir l'occasion de parler du bill C-59, mais de l'autre, il s'y trouve des dispositions qui soulèvent en moi un certain nombre d'inquiétudes.

J'ai passé ces derniers jours dans ma circonscription à en parcourir diverses localités et régions rurales. Je me suis entretenu avec des membres de diverses chambres de commerce, avec des membres de divers syndicats et avec des personnes à l'occasion de rencontres sociales. Un certain nombre de questions revenaient sans cesse. Certains parlaient de l'état du débat constitutionnel et certains autres parlaient de l'état général des affaires à Ottawa. Les gens s'enquerraient inévitablement de ce dont nous discutons ces jours-ci à la Chambre des communes, et des mesures que le gouvernement nous demandait d'approuver. Lorsque je leur disais que nous aurions à étudier le bill C-59, tendant à attribuer un pouvoir d'emprunt supplémentaire, à donner l'autorisation d'emprunter 14 millions de dollars nécessaires à ce moment-ci à la réalisation de travaux publics et à des fins diverses, leur réponse était prévisible et toujours la même, quels que fussent mes interlocuteurs, aussi bien à l'occasion d'une réunion de la chambre de commerce ou d'une réunion syndicale, qu'à l'occasion d'échanges avec des passants dans les villages.

Les gens demandaient toujours à quoi le gouvernement allait bien pouvoir utiliser ces 14 milliards. J'éprouvais quelque gêne à cet égard car je devais répondre que je ne le savais moi-même pas très bien, ni en quoi les hommes, les femmes et les jeunes de la circonscription allaient en profiter. Pis encore, je devais ajouter que sur ces 14 milliards que le gouvernement demandait à emprunter, trois milliards devaient être mis de côté pour parer à des eventualités. En d'autres termes, le gouvernement allait attendre de voir s'il en aurait besoin. Il allait peut-être avoir à dépenser ces trois milliards, mais il n'était pas en mesure pour le moment d'en préciser l'utilisation. Quant aux autres onze milliards, le gouvernement avait exposé quelque vague plan de dépenses. Je le répète, tout au plus un «vague plan».

Une pensée me vint alors à l'esprit. Que se passerait-il si un particulier quelque part au Canada se présentait à sa banque et demandait à emprunter \$14,000 pour une nouvelle voiture de luxe ou peut-être pour lancer un commerce. Le directeur de la banque lui demanderait probablement pourquoi il a besoin

Pouvoir d'emprunt—Loi

de cet argent. Que se passerait-il si le client disait avoir de vagues projets quant à \$11,000 de cet emprunt, des projets pas très précis ni tellement séduisants? Il pourrait s'attendre à ce que les banques n'appuient pas sa demande. Quant aux \$3,000 restants, il dirait au banquier qu'il n'est pas certain de ce qu'il va en faire, mais qu'il y tient au cas où un imprévu se présenterait. Ce serait un drôle de banquier que celui qui dirait: «Voilà le genre de projets que nous aimons encourager. Voilà le genre de demandes que nous sommes heureux d'accepter.» Je pense que cette personne devrait faire le tour de toutes les succursales de banque et même se présenter à la BFD où l'on rejetterait probablement aussi sa demande.

En juillet dernier, je crois, le gouvernement nous a demandé l'autorisation d'emprunter 12 milliards de dollars. Encore là, il n'y avait pas moyen de savoir exactement à quoi serviraient ces 12 milliards. Inutile de dire que nous étions peu disposés, de ce côté-ci de la Chambre, à approuver et à appuyer une telle demande. Il est parfaitement clair que le Canada est en butte à de graves problèmes économiques, sociaux et politiques.

● (1700)

La trame sociale de notre pays se désagrège; l'Ouest s'oppose à l'Est, les Néo-Canadiens s'opposent aux Canadiens traditionnels, les partis provinciaux aux partis fédéraux et les francophones aux anglophones. Nous connaissons des problèmes sociaux dans les domaines du logement, des pensions et des services de santé, sans parler des problèmes économiques qui s'aggravent jour après jour. C'est ce qui affole la plupart d'entre nous qui en ont parlé. Nous vivons le drame d'un monde économique en pleine évolution sous la direction d'un gouvernement apparemment incapable d'en venir aux prises avec nos problèmes.

Malgré tout le respect que je dois à mes collègues à ma droite, je ne suis guère encouragé par ce que j'ai entendu ou lu dans leurs discours jusqu'ici. Apparemment, ils sont plus conservateurs que progressistes, et appliquent des principes qui étaient peut-être valables il y a un certain nombre d'années, mais qui peuvent difficilement s'adapter à l'évolution rapide de l'économie mondiale à l'heure actuelle et aux changements qui devaient se produire au Canada. On peut adresser les mêmes critiques à l'endroit du gouvernement libéral. Quelle preuve avons-nous qu'il cherche à résoudre l'inflation et le grave problème de chômage que nous connaissons? Je dirai quelques mots sur le problème du chômage en particulier.

L'un des drames que connaît la société canadienne ces derniers temps c'est que le gouvernement libéral a su convaincre un grand nombre de Canadiens qu'un taux de chômage de 6, 7 ou 8 p. 100 était acceptable. D'après lui, c'est un état de chose que nous devons admettre. Les députés d'en face et d'autres du parti libéral ont souvent dit que nous devons avaler la pilule. C'est un état d'esprit regrettable de la part d'un gouvernement, et surtout d'un pays. Un pays aussi riche que le nôtre ne devrait pas accepter un taux de chômage aussi élevé.

La situation est très grave dans différentes régions du pays. Dans certaines circonscriptions, représentées pour la plupart par des libéraux, le taux de chômage se situe dans les 35 à 40 p. 100. Dans certaines localités de ma circonscription, ce taux atteint 12 et 12½ p. 100.